

fanté la violence, si tous les pays, reconnaissant le droit à la vie des petits peuples, n'eussent pas délibérément et froidement permis que l'oeuvre de survivance des petites minorités fût entravée et leur liberté menacée.

La liberté politique a été donnée au monde par l'Angleterre et par la France. C'est leur rôle de continuer l'oeuvre de libération, sans jamais pourtant oublier qu'il faut la faire respecter chez soi avant de l'implanter ailleurs.

Aujourd'hui, l'humanité presque entière veut affirmer le devoir qu'elle a de sauvegarder l'existence des petites minorités et des petits pays, en affirmant à tous, au nom du droit naturel, leur droit à la vie. Est-il permis de nier que le devoir le plus impérieux qui s'impose à ces petits pays et à ces petites minorités est celui de combattre ou de résister pour assurer leur survie ? Si nous pouvions bien comprendre au Canada ce principe dont la justice semble admise par le monde entier, l'unification de la mentalité canadienne deviendrait plus facile. Car de l'admission de cette vérité dépend l'intelligence de plus d'un problème de race dont la solution est nécessaire si nous ne voulons pas mettre en péril dans l'avenir l'unité nationale dont la mentalité ne peut être que la résultante.

Pour cela, il nous faudra d'abord nous mieux connaître, pour cela aussi, nous rapprocher les uns des autres pour étudier avec esprit de tolérance nos aspirations canadiennes sur un terrain commun d'entente, en apportant les uns et les autres, dans nos discussions, la même franchise et la même sincérité. Le respect de nous-mêmes devrait nous faire à tous, Anglais et Français, un devoir d'exiger le respect de nos origines respectives, de la langue qui fait partie du patrimoine légué par nos ancêtres, des traditions dont nous sommes pétris et de la religion dont nous voulons assurer la liberté. La mentalité canadienne existerait alors, sa nécessité serait reconnue.